

Haïti - Urgence complexe

1er mai 2024

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION



- Selon une analyse réalisée par l'IPC en mars, près de 5 millions de personnes à travers Haïti pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë jusqu'en juin 2024 en raison de l'insécurité accrue, des prix élevés et de la baisse de la production agricole.
- La violence a continué à pousser les gens à quitter Port-au-Prince pour rejoindre d'autres régions du pays en mars et avril, dont environ 94 800 départs pour la seule période du 8 mars au 9 avril, selon l'OIM.
- Malgré l'insécurité, les contraintes d'accès et les problèmes de chaîne d'approvisionnement, les partenaires de l'USAID/BHA ont continué à fournir une aide humanitaire vitale aux populations d'Haïti au cours du mois d'avril.



TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

En interventions d'urgence en Haïti pour l'exercice fiscal 2024

USAID/BHA¹

105 261 095 \$

Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 6

Total 105 261 095 \$

¹Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Près de 5 millions de personnes à travers Haïti pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë jusqu'en juin 2024

L'intensification de la violence causée par les groupes criminels organisés (GCO) et les perturbations des chaînes d'approvisionnement qui en découlent, les prix élevés des aliments de base, la baisse de production agricole dans le département de l'Artibonite et les déplacements massifs au début de 2024 continuent à alimenter l'insécurité alimentaire en Haïti, en particulier dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (département de l'Ouest). En conséquence, près de 5 millions de personnes - environ 50 % d'une population analysée de 9,9 millions de personnes - pourraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise - IPC3 - ou pire entre mars et juin 2024, selon une analyse de l'IPC publiée en mars 2024.² Ce total comprend environ 1,65 million de personnes qui devraient être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Urgence - IPC4 - jusqu'en juin 2024, soit une augmentation de près de 244 500 personnes par rapport aux estimations précédentes de l'IPC pour la période allant de septembre 2023 à mars 2024. Des conditions d'insécurité alimentaire sont présentes dans les départements de l'Artibonite, de la Grand'Anse et de l'Ouest, l'Ouest étant le plus sévèrement touché.

Parallèlement, les activités renforcées des GCO dans la vallée de l'Artibonite - la principale région rizicole d'Haïti située au nord de Port-au-Prince - a entraîné l'abandon de plus de 3 000 hectares de terres agricoles en 2023 par rapport à 2018. Le pourcentage de la population de l'Artibonite dont la consommation alimentaire est insuffisante est passé de 40 à 57 % au cours de la seule année 2023, selon le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU. En outre, la disponibilité limitée des intrants agricoles, tels que les engrais et les semences, ainsi que la répartition irrégulière des précipitations, les coûts élevés de la main-d'œuvre agricole et le manque d'entretien des canaux d'irrigation entraîneront probablement une baisse de la production agricole totale de plus de 20 % en 2024 par rapport à la moyenne quinquennale, selon le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET).

De même, les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté au cours des derniers mois en raison des effets de l'insécurité et des barrages le long des voies de transport critiques où transitent les produits de base. Selon le PAM, le coût d'un panier alimentaire comprenant assez d'aliments de base pour subvenir aux besoins d'un ménage de cinq personnes a augmenté de plus de 20 % entre janvier et la mi-avril. Plus précisément, les prix du sucre, du riz, du maïs et de la farine de blé ont augmenté de 74 %, 25 %, 22 % et 14 %, respectivement, par rapport à la même période en 2023. Parallèlement à ces hausses de prix, les approvisionnements en produits de base tels que l'huile, le riz et la farine de blé risquent de s'épuiser sur les marchés ; les producteurs de légumes de la région du Plateau Central auraient perdu leurs récoltes et leurs revenus en raison des barrages imposés par les GCO le long des routes menant à Port-au-Prince. La combinaison de la flambée des prix et de la baisse des revenus empêche de nombreux ménages du pays d'acheter des produits alimentaires de base.

L'escalade de la violence des GCO fait des victimes civiles et restreint l'accès aux soins de santé et à d'autres services de base

L'escalade de l'insécurité - notamment les attaques des GCO contre les civils, les affrontements armés entre les GCO et la police nationale haïtienne, et les vols dans les bâtiments publics - s'est poursuivie dans tout Port-au-Prince au cours des derniers mois. Les violences ont entraîné la mort ou des

² La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

blesures chez plus de 2 500 personnes entre janvier et mars 2024, ce qui représente une augmentation de plus de 53 % par rapport au trimestre précédent allant d'octobre à décembre 2023, selon l'ONU. En réponse à la violence continue depuis la fin février, le gouvernement haïtien a renouvelé l'état d'urgence en vigueur dans l'Ouest du 4 avril au 3 mai. Le 12 avril, le gouvernement haïtien a annoncé que les neuf membres de son Conseil présidentiel de transition, qui ont ensuite pris leurs fonctions le 24 avril, exerceraient les fonctions de président jusqu'à l'investiture d'un nouveau président élu. Les attaques violentes des GCO auraient augmenté dans l'aire métropolitaine après l'annonce, notamment près de l'aéroport international Toussaint Louverture - qui est resté inopérant depuis le début du mois de mars - et contre plusieurs bâtiments de la police dans la commune de Carrefour, d'après l'ONU.

L'escalade de la violence a également affecté les établissements de santé et limité l'accès des populations aux services de santé. Entre le 1er janvier et le 9 avril, des acteurs armés ont attaqué ou pillé 13 établissements de santé dans l'aire métropolitaine, entraînant la fermeture d'au moins sept hôpitaux ou cliniques, selon l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). En outre, des assaillants armés ont pillé la faculté de médecine et de pharmacie de l'Université d'État d'Haïti à la fin du mois d'avril, selon les médias locaux et les acteurs humanitaires. L'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti - le plus grand établissement médical d'Haïti - est resté fermé le 15 avril en raison de problèmes de sécurité persistants. Le Centre Ambulancier National est également confronté à des difficultés pour transporter les patients, car il est de plus en plus difficile pour les ambulances et le personnel d'accéder aux zones contrôlées par les GCO, selon l'OPS. Un autre hôpital public de Port-au-Prince, l'Hôpital Universitaire de La Paix, est resté opérationnel le 15 avril grâce au soutien de l'OPS, qui a notamment fourni des médicaments, des fournitures médicales et du carburant ; cependant, en raison de la fermeture d'autres établissements, l'hôpital et son personnel étaient surchargés.

De plus, le terminal pétrolier de Varreux (Port-au-Prince), qui représente 70 % des réserves de carburant du pays, est fermé depuis le 22 avril en raison d'attaques répétées et de barrages par les GCO, ce qui fait craindre une pénurie de carburant.

Plus de 94 800 personnes ont quitté Port-Au-Prince depuis début mars

Les violences commises par les GCO dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ont persisté en mars et début avril, perturbant les services publics et entraînant de nombreux départs vers d'autres régions du pays. Dans l'ensemble, l'escalade de l'insécurité a poussé plus de 94 800 personnes à quitter Port-au-Prince entre le 8 mars et le 9 avril, dont près de 19 800 pour la seule période du 20 au 27 mars, selon les contrôles effectués par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) dans 15 gares routières de l'aire métropolitaine. Près de 80 % de ces personnes ont cité la violence et l'insécurité comme principales raisons de leur départ, et plus de 60 % avaient déjà été déplacées à l'intérieur du pays avant de quitter Port-au-Prince. Durant cette période, la majorité des personnes ont rejoint la région sud d'Haïti, notamment les départements de la Grand'Anse, des Nippes, du Sud et du Sud-Est. Avant cette dernière vague de déplacements, la région sud accueillait déjà près de 117 000 personnes déplacées internes (PDI) en décembre, la quasi-totalité d'entre elles ayant quitté l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. L'OIM a souligné que les communautés d'accueil de ces départements ne disposent pas d'infrastructures ou de ressources suffisantes pour faire face à l'afflux important d'arrivées récentes en provenance de Port-au-Prince.

En plus de chasser les habitants de la capitale vers d'autres départements, l'insécurité récente a également entraîné une augmentation du nombre de PDI qui se sont réfugiées dans des sites, en majorité des écoles et des églises, à travers Port-au-Prince. Selon l'OIM, plus de 90 200 PDI, dont plus de 50 % de femmes et 33 % d'enfants, résidaient dans 85 sites de PDI dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince au 20 avril. La majorité de ces sites présentent de graves problèmes en matière d'eau et d'assainissement, notamment des latrines insuffisantes ou inexistantes et l'absence d'un système d'évacuation de l'eau. En outre, des sources clés ont noté qu'environ 27 % des 85 sites sont surpeuplés et que près de 80 % des sites manquent d'éclairage approprié, ce qui contribue à accroître le risque de violence sexiste.

CHIFFRES CLES



10

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant une aide alimentaire en Haïti



10

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant des services de protection en Haïti

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Alors que les conditions de sécurité et les pénuries de carburant posent des défis logistiques aux opérations humanitaires, les partenaires de la sécurité alimentaire de l'USAID/BHA continuent à surmonter les contraintes d'accès et à atteindre les populations dans le besoin. L'USAID/BHA a continué de soutenir dix partenaires au cours de l'exercice fiscal 2024 pour fournir une assistance alimentaire d'urgence en Haïti, y compris des transferts d'espèces pour l'alimentation, des bons alimentaires et une aide alimentaire en nature. Au cours du mois de mars 2024, le PAM a réalisé des transferts d'espèces pour l'alimentation pour plus de 12 200 personnes et a distribué des repas chauds à près de 78 000 PDI à Port-au-Prince. En outre, Concern Worldwide, partenaire de l'USAID/BHA, a distribué une aide financière polyvalente à environ 4 000 ménages de Cité Soleil en janvier 2024.

PROTECTION

L'USAID/BHA soutient dix partenaires pour apporter une assistance de protection essentielle - telle que des services de prévention et de réponse à la violence sexiste, des orientations médicales et des services de soutien psychosocial - à travers le pays pour répondre aux besoins de protection accrus résultant de l'insécurité persistante. En décembre 2023, Concern Worldwide a organisé une campagne intensive de sensibilisation au niveau communautaire sur les services de santé liés à la protection disponibles, touchant plus de 16 600 personnes ; le partenaire a également soutenu près de 600 victimes de violence sexiste par le biais de services de soutien psychosocial à Port-au-Prince au cours du mois de janvier. De plus, avec le soutien de l'USAID/BHA, le consortium d'ONG dirigé par GOAL (qui comprend ASVI, CESVI et GOAL) a fourni à près de 1 200 personnes des services de soutien psychosocial, y compris un soutien aux victimes d'attaques armées et de violence sexiste en janvier. L'USAID/BHA demande à tous les partenaires d'intégrer les principes de protection dans chaque intervention soutenue en Haïti, tout en promouvant un accès significatif, la dignité et la sécurité de tous les bénéficiaires.



450 tonnes

De fournitures de secours fournies par l'USAID/BHA transportées en Haïti pour répondre à l'épidémie de choléra

SOUTIEN LOGISTIQUE ET PRODUITS DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ

L'USAID/BHA continue de mobiliser des fournitures pour soutenir le traitement du choléra et les efforts d'intervention dans le contexte des pénuries persistantes de carburant en Haïti. En partenariat avec l'organisation logistique à but non lucratif Airlink, l'USAID/BHA a établi un pont aérien humanitaire pour livrer des fournitures essentielles de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) aux organisations de secours luttant contre le choléra en Haïti, transportant plus de 290 tonnes de fournitures d'assistance à huit organisations humanitaires à partir du mois d'août. L'USAID/BHA aide également le PAM à fournir des services de transport et de logistique essentiels pour soutenir la réponse humanitaire au sens large.

L'USAID/BHA finance également l'OIM pour qu'elle maintienne des fournitures de secours d'urgence prépositionnées en Haïti, suffisantes pour subvenir aux besoins de près de 75 000 personnes, afin de les distribuer en réponse à des catastrophes soudaines. L'OIM continue de distribuer des produits de secours provenant de ses stocks d'urgence, y compris des kits d'hygiène essentiels et des fournitures médicales pour la prévention du choléra, afin de venir en aide à près de 60 000 personnes dans le besoin partout en Haïti, y compris les personnes touchées par l'épidémie de choléra.



11

Partenaires soutenus par l'USAID/BHA menant des activités WASH en Haïti

SANTÉ ET WASH

Les programmes de santé et de WASH soutenus par l'USAID/BHA en Haïti permettent de prévenir et de lutter contre la propagation du choléra et d'autres maladies contagieuses, et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour les personnes dans le besoin. L'USAID/BHA soutient actuellement 11 partenaires qui mettent en œuvre des activités WASH pour réaliser des campagnes de sensibilisation sur les meilleures pratiques d'hygiène afin de réduire la propagation des maladies, fournir des kits d'hygiène et de l'eau potable aux ménages vulnérables, et réparer les infrastructures WASH. Au cours du mois de janvier, l'OIM, partenaire de l'USAID/BHA, a fourni une assistance WASH à environ 15 000 personnes dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.



6

Partenaires de l'USAID/BHA fournissant des services de santé en Haïti

Les partenaires de santé de l'USAID/BHA œuvrent également pour renforcer les compétences des centres de soins de santé dans le pays, en ajustant les programmes existants afin de répondre aux besoins créés par l'émergence du choléra, tout en agissant pour dépasser les contraintes d'accès liées à la sécurité. Avec le soutien de l'USAID/BHA, Médecins du Monde a mené des activités de dépistage du choléra et de sensibilisation à cette maladie en janvier 2024, et a ainsi atteint près de 7 500 personnes dans le département de l'Ouest et environ 1 300 personnes dans le département du Nord-Ouest. Au cours de cette même période, l'ONG a distribué 170 kits d'hygiène à des ménages de Cité Soleil. En mars, Concern Worldwide a distribué des kits d'hygiène à plus de 260 ménages dans plusieurs quartiers de Cité Soleil.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Les troubles civils, les maladies, l'instabilité économique et l'insécurité, combinés aux chocs récurrents causés par les catastrophes naturelles, notamment les sécheresses, les séismes, les inondations et les ouragans, ont entraîné ces dernières années une pénurie de produits essentiels, une insécurité alimentaire, ainsi que d'autres besoins humanitaires dans tout Haïti. En réponse, l'USAID/BHA finance des programmes humanitaires en Haïti visant à sauver des vies, à renforcer la résilience, à améliorer la sécurité alimentaire, à renforcer les moyens de subsistance et à lutter contre les épidémies. L'USAID/BHA finance également des programmes visant à réduire le risque de catastrophes en Haïti et à renforcer l'autosuffisance nationale grâce à la préparation aux urgences et à leur gestion.
- Le 14 octobre 2022, en réponse à l'aggravation de la crise humanitaire et à l'épidémie de choléra en Haïti, l'USAID/BHA a déployé une Équipe d'intervention en cas de catastrophe (EICC) et une Équipe de gestion des interventions (EGI) basée à Washington pour soutenir l'EICC.
- Dans un contexte de détérioration continue de la sécurité en Haïti, le Chargé d'Affaires a.i. Eric W. Stromayer a émis une nouvelle déclaration de besoin humanitaire le 13 octobre 2023, en prévision de la poursuite des besoins humanitaires au cours de l'exercice fiscal 2024.
- Le 1er mai 2024, l'USAID/BHA a transféré les activités d'intervention en Haïti de l'EICC sur le terrain et de l'EGI basée à Washington vers une structure permanente relevant de l'USAID/du Bureau d'assistance humanitaire en Haïti et de la Division Amérique latine et Caraïbes de l'USAID/BHA. Cette transition organisationnelle n'aura pas d'impact sur l'engagement ou la stratégie de l'USAID/BHA pour soutenir les programmes humanitaires en Haïti.

FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN HAÏTI POUR L'EXERCICE FISCAL 2024³

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
USAID/BHA			
CARE	Agriculture ; Systèmes de relance économique et de marché (ERMS) ; Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation ; Nutrition	Centre, Nord-est	3 500 000 \$
Concern Worldwide	Aide alimentaire - Bons alimentaires ; Nutrition ; WASH	Ouest	2 382 986 \$
Fonkoze	ERMS ; Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation ; Nutrition	Sud	2 000 000 \$
GOAL	Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation, Bons alimentaires ; Protection ; WASH	Ouest	7 000 000 \$
Humanity and Inclusion	Logistique ; Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation ; WASH ; Protection	Ouest, Nord, Nord-Est	2 500 000 \$
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)	Agriculture ; Aide alimentaire - Bons alimentaires	Artibonite, Ouest	1 500 000 \$
iMAP	Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations (HCIMA)	Ensemble du pays	250 000 \$
IMPACT Initiatives	HCIMA	Ensemble du pays	1 000 000 \$
International NGO Safety Organization (INSO)	HCIMA	Ensemble du pays	1 200 000 \$

OIM	HCIMA ; Santé ; Aide financière polyvalente (MPCA) ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ouest	25 750 000 \$
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA)	HCIMA	Ensemble du pays	2 500 000 \$
Project Hope	HCIMA ; Santé ; Protection ; WASH	Grand'Anse, Nippes, Sud	2 000 000 \$
Save the Children Federation (SCF)	Santé ; MPCA ; Nutrition ; Protection	Grand'Anse, Sud	2 500 000 \$
UNICEF	Santé ; Nutrition ; Protection ; WASH	Artibonite, Ouest	8 000 000 \$
PAM	ERMS ; Aide alimentaire - Transferts d'espèces pour l'alimentation, Aide alimentaire en nature (produits provenant des États-Unis) ; HCIMA ; Soutien logistique ; Nutrition	Ensemble du pays	40 988 135 \$
World Relief International (WRI)	Agriculture ; ERMS ; Aide alimentaire ; WASH	Sud	2 000 000 \$
	Soutien au programme		189 975 \$
FINANCEMENT HUMAINITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN HAÏTI POUR L'EXERCICE FISCAL 2024			105 261 095 \$

³ Valeur estimée de l'aide alimentaire et des frais de transport au moment de l'achat ; sous réserve de modifications. L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation et non celle de l'affectation des fonds. Les chiffres de financement reflètent le financement annoncé publiquement au 1er mai 2024.

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour en savoir plus, consultez :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org.
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information de l'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : [usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work](https://www.usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work)